

Région



Provence-Alpes-Côte d'Azur

**Groupe Front de Gauche
Le Président**

Monsieur Michel VAUZELLE
Président du Conseil Régional Provence-
Alpes-Côte d'Azur

Affaire suivie par Audrey Garino
Ref : GP/AG 14-019

Marseille, le 12 novembre 2014

Monsieur le Président,

Après plusieurs mois de travail et d'échanges, nous venons de recevoir les derniers éléments budgétaires qui seront soumis à votre arbitrage, et nous tenions par le présent courrier à vous faire part de notre appréciation.

En préalable, nous tenions à vous réaffirmer que les propositions de notre groupe ne sont pas tributaires des dogmes libéraux qui nous gouvernent chaque jour davantage.

Aussi, la limite « indépassable » des douze années de remboursement de la dette n'est pas intégrée dans nos réflexions, nous considérons que l'étau financier dans lequel les banques tendent à nous enfermer doit être dénoncé en tant que tel et ne devrait pas conditionner la définition de nos politiques publiques.

A cet égard, et comme cela nous a été annoncé, notre groupe souhaite disposer de la convention avec la BEI et avec toutes les autres banques qui intégreraient une clause de remboursement anticipé en cas de dépassement de ce seuil.

Il est tout de même invraisemblable de devoir être en recul sur nos actions du fait de cette limite alors même que l'augmentation de l'emprunt de notre collectivité est due au désengagement massif de l'Etat, ce qui augmente par ricochet pour notre Région le coût de la dette.

Nous n'acceptons pas cette attaque sans précédent à l'égard des collectivités territoriales.

Nous vous demandons, Monsieur le Président, des gestes forts à l'endroit du gouvernement afin de permettre à notre Région d'exercer pleinement son rôle de bouclier social sur un territoire où les inégalités, la pauvreté et la précarité explosent.

Nous vous demandons de ne pas accepter sans résistance cette mise au pas qui tend à réduire notre rôle d'élue à celui de simples administrateurs de l'austérité, sans marge de manœuvre pour mettre en œuvre les engagements pris devant les électeurs et pour répondre aux urgences sociales.

Nos propositions dans le cadre des discussions budgétaires des derniers mois partent de ce constat.

Elles ont pour origine les besoins et urgences exprimés par la population, qui ne peuvent être ignorés après tant d'années de crise économique et sociale.

Nous notons à cet égard, et avec satisfaction, que certaines des réflexions que nous vous avons soumises, ont reçu un aval de votre part.

Il s'agit notamment du maintien du budget relatif aux lycées, tel que proposé par votre Vice-président, ainsi que le report dans le temps des investissements de la L2 et du tunnel de Tende afin de dégager des marges de manœuvre financières pour la conclusion du budget primitif 2015 et la non augmentation du tarif des cartes grises.

Il ne s'agit toutefois que des seules propositions émises par notre groupe qui aient reçu un avis positif.

En effet, la quasi intégralité de nos demandes qui s'inscrivaient dans le cadre de nos politiques volontaristes et qui auraient permis à notre Région de ne pas reculer sur ce qui fait l'ADN de notre majorité ont été rejetées ou non arbitrées à cette heure.

Nous vous demandons de ne pas procéder une nouvelle fois à des coupes dans les budgets qui concourent au maintien du lien social sur notre territoire, qu'il s'agisse de la solidarité, des centres sociaux, de la culture, du sport ou du logement.

Tous ces budgets, sans exception, subissent des baisses, parfois drastiques, dans les derniers éléments à notre disposition, baisses qui sont déjà et seront perçues comme des désengagements très nets par la population et qui obéreront encore un peu plus nos capacités d'intervention dans les mois à venir.

Si nous ne nions pas les contraintes auxquelles doit faire face notre collectivité, nous ne pouvons accepter de nouveaux reculs sur nos actions dans ces domaines, actions qui permettent encore de limiter les effets de la crise et des politiques d'austérité au niveau national sur la population de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

De la même façon, et face à l'augmentation continue du chômage, il nous semble dangereux de raboter encore le budget de la formation professionnelle, dont nous connaissons tous la pertinence pour permettre un retour vers l'emploi.

Enfin, la baisse annoncée du budget du CRT limite grandement son action et s'avère contraire au message que vous avez vous-même exprimé dans la presse voici quelques jours.

Nous vous demandons donc, Monsieur le Président, de bien vouloir remettre à plat le budget de ces délégations et de geler les baisses envisagées.

Par ailleurs, l'ensemble des nouvelles orientations de la collectivité en matière d'évaluation, que nous approuvons pleinement, et notamment en ce qui concerne les critères sociaux à destination des entreprises, doit engendrer des renforts humains si nous souhaitons qu'elles ne demeurent pas au stade de l'intention.

Or, nous constatons qu'aucune nouvelle embauche n'est permise, eu égard au budget prévisionnel de la DRH, ce que nous ne pouvons accepter.

Ce budget n'est d'ailleurs pas sans poser problème. Nos agents connaissent en effet un gel de leur traitement indiciaire depuis cinq ans et nous constatons qu'entre le choix de revalorisation de 15% ou de 30% de l'effectif, tel qu'évoqué lors de la conférence budgétaire relative aux moyens généraux, il semblerait que la décision finale soit aucune revalorisation.

A propos du personnel enfin, nous vous demandons que le chantier sur les EMAT (Equipes mobiles d'agents techniques) soit ouvert et conclu en 2015 afin de diminuer le coût de fonctionnement et de moins avoir recours à la sous-traitance pour l'entretien et les travaux dans les lycées.

Il reste par ailleurs encore de nombreuses questions en suspens sans lesquelles notre groupe ne peut avancer quant à sa réflexion sur le budget.

Nous réclamons en effet des assurances quant au budget relatif à la tarification sociale des cantines scolaires pour lequel beaucoup d'éléments contradictoires ont circulé au cours des nombreuses réunions que nous avons tenues.

Sur le front de l'emploi, nous avons réclamé un renforcement de la ligne « aides aux entreprises », proposition pour laquelle nous n'avons obtenu aucun retour, alors même que la situation exige un engagement clair de notre collectivité.

Si nous sommes satisfaits de l'action de la Région à l'égard de la SCIC Nice-Matin, et l'appréciation de notre soutien aux salarié-e-s dans ce projet à la différence d'autres collectivités, cela doit nous conforter collectivement sur l'utilité et la pertinence de l'action régionale en matière de soutien à l'emploi et aux salariés en lutte sur le territoire.

Enfin, et comme cela a été évoqué lors de la dernière réunion du groupe budget, nous souhaitons disposer des éléments concernant la possible remise en cause du projet de campus de la CCI de Nice et la compensation par l'Etat de la prime aux employeurs d'apprentis votée lors de notre dernière assemblée plénière.

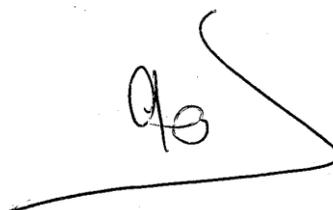
Nous souhaitons en outre en connaître les conséquences budgétaires de ces décisions pour notre collectivité.

Comme vous le constatez, Monsieur le Président, de nombreuses questions restent sans réponse à l'issue de ce cycle très long de discussions budgétaires auquel le groupe Front de Gauche a pris part avec tout l'esprit de responsabilité qui anime son action.

Il ne s'agit pas pour nous de nous enfermer dans une posture ou de transposer à l'échelle régionale des débats nationaux, pas plus que de nous battre pour le « pré-carré » que nous confèreraient les délégations que vous nous avez confiées, mais bien de permettre à une collectivité à laquelle nous sommes grandement attachés de continuer à être utile à la population de son territoire.

Dans l'attente d'un échange avec vous sur l'ensemble de ces points, veuillez croire, Monsieur le Président, en l'expression de ma sincère considération.

Gérard PIEL
Conseiller régional PACA

A handwritten signature in black ink, consisting of the letters 'GP' followed by a large, sweeping flourish that extends to the right and then curves back down.